

12 Débats

Sport: restaurer la confiance

ANALYSE Les récents événements survenus dans certains sports sont particulièrement inquiétants pour moi qui suis médaillé olympique. Ce qui m'attriste le plus en tant qu'ancien athlète, c'est que ces événements portent atteinte à la confiance que l'on place dans l'athlète intègre. Les athlètes intègres qui s'investissent jour après jour pour poursuivre leurs rêves sont désormais eux aussi pointés du doigt. Il s'agit là de l'effet le plus pernicieux du dopage.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger ces millions d'athlètes intègres à travers le monde. Dans leur intérêt et pour la crédibilité des compétitions sportives, les athlètes doivent être protégés du dopage et de la corruption. Nous devons également préserver la crédibilité des compétitions sportives des arrangements et de la manipulation des matchs. Le CIO a créé un fonds spécial de 20 millions de dollars américains pour la protection des athlètes intègres. Ce fonds vient s'ajouter aux investissements internationaux estimés à 500 millions de dollars américains pour la réalisation de près de 25000 contrôles de dopage par an, entre autres initiatives. Le CIO a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard du dopage et de toutes les autres formes de manipulation et de corruption.

Les athlètes dopés encourent, dès leur première infraction, une interdiction de participation de quatre ans à toute compétition sportive. Cela implique qu'ils ne pourront pas participer à l'édition suivante des Jeux olympiques. Dans ma jeunesse, j'avais appelé à une suspension à vie dès la première infraction. Hélas, aucun tribunal n'aurait confirmé une telle sanction. Toutefois, nous pouvons faire en sorte que le système de lutte contre le dopage soit plus indépendant des organisations sportives. A cet égard, le CIO a pris l'initiative de demander à l'Agence mondiale antidopage (AMA), l'autorité internationale responsable de la lutte contre l'utilisation des substances dopantes dans le sport,

d'envisager de prendre à sa charge les programmes de contrôle des fédérations internationales de sport. Le CIO a en outre proposé au Tribunal arbitral du sport (TAS), l'organe judiciaire suprême pour le monde du sport, de se charger de sanctionner tous les athlètes dopés.

Une politique de tolérance zéro signifie le respect total des règles de l'AMA par tous les pays et tous les sports. Dans ce domaine, le mouvement sportif a besoin du soutien des gouvernements. N'oublions pas que les gouvernements participent à hauteur de 50% au financement de l'AMA. Les gouvernements doivent veiller à ce que leurs autorités nationales antidopage se conforment aux exigences de l'AMA. Les gouverne-

Oui, le sport traverse des moments difficiles

ments doivent également s'assurer que les revendeurs de drogues ainsi que les médecins et les entraîneurs corrompus sont punis le plus sévèrement possible.

La protection de l'athlète intègre va de pair avec un environnement sûr et exempt de corruption. Afin de lutter contre la manipulation dans le sport et en particulier contre l'arrangement de matchs et les paris illégaux, le CIO et les fédérations internationales de sport travaillent d'ores et déjà en étroite coopération avec la police ainsi que les opérateurs et régulateurs de paris à travers le monde. Pleinement conscient du caractère international du crime organisé, le CIO est aussi mobilisé aux côtés d'Interpol afin de préserver l'intégrité du sport.

Lutter contre la corruption signifie par ailleurs que la bonne gouvernance des organisations sportives est essentielle. Le CIO a pris les mesures nécessaires en ce sens depuis longtemps. Plus récemment, le train de réformes adopté dans le cadre de l'Agenda olym-

pique 2020 il y a exactement un an précise des normes internationalement reconnues en termes de gouvernance. Par conséquent, tous nos comptes font l'objet d'audits conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et le tout est publié dans notre rapport annuel, ce qui est une pratique courante dans le monde des affaires. Nous avons fixé une durée de mandat et un âge limites pour tous les membres du CIO, nous avons aussi nommé un chief officer éthique et conformité ainsi qu'un comité d'audit et une commission d'éthique indépendante. Nous avons appelé toutes les organisations sportives à en faire autant et espérons qu'elles le feront. Toutes ces mesures et bien d'autres, qui ont été rendues publiques, permettent au CIO de redistribuer plus de 90% de ses revenus – soit 3,25 millions de dollars par jour – aux athlètes et au sport à travers le monde.

Les récentes discussions sur ces questions montrent le rôle important que joue le sport dans notre société. Le sport a le pouvoir de faire de notre monde un monde meilleur. Si ces mesures de bonne gouvernance sont adoptées et que des politiques de tolérance zéro sont mises en place par toutes les organisations sportives, l'avenir du sport sera radieux. Ainsi que l'a dit Nelson Mandela: «Le sport a le pouvoir de changer le monde.» Oui, le sport traverse des moments difficiles. Mais ces moments nous offrent aussi l'occasion de restaurer la confiance dans la capacité du sport à changer le monde pour le meilleur. ■

THOMAS BACH
PRÉSIDENT DU CIO



Taiwan fait aussi partie de Gaïa

ANALYSE Au cours des années 1970, le chercheur britannique James Lovelock a avancé l'hypothèse Gaïa selon laquelle la Terre est un système complexe autorégulé, dont l'être humain est une partie. Ainsi, le bien-être de la planète dépend de la capacité de l'humanité à atteindre un bon équilibre entre le développement économique et social d'une part, et la protection de l'environnement d'autre part.

En tant que membre responsable du village planétaire, Taïwan est engagée depuis longtemps dans la lutte contre le changement climatique et pour le développement durable. L'an dernier, les objectifs du gouvernement de réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre ont fait l'objet d'une loi, ce qui montre bien la volonté de Taïwan de contribuer à l'effort global de réduction du taux de CO₂. Cette décision a été saluée par les pays européens, les Etats-Unis et d'autres pays avancés.

C'est le 1er juillet 2015 que le gouvernement a promulgué la loi sur la gestion et la réduction des gaz à effet de serre, destinée à apporter un fondement légal aux efforts à long terme de Taïwan contre le changement climatique, répondre à l'appel des mesures globales en vue de la réduction des émissions de CO₂ et paver la voie de la planification politique pour faciliter la transition économique et faire de Taïwan une société sobre en carbone.

Cette loi donne les pouvoirs au gouvernement d'agir en vue de la mise en place de stratégies nationales de modération et d'adaptation. En définissant clairement les objectifs de réduction d'émissions à long terme, en distinguant les responsabilités des autorités centrales et locales, en fixant des objectifs de réduction quinquennaux et en

apportant une base légale à la création d'un fonds de gestion et de réduction des gaz à effet de serre, cette loi permet à Taïwan de mettre en place progressivement ses propres capacités de réduction des émissions, de faire face dans les meilleures conditions au changement climatique et de parvenir à une société à faible émission carbonique.

Les mesures prises par Taïwan prouvent son engagement en faveur de l'effort global de réduction du taux de CO₂

En réponse à l'appel de Lima pour l'action en faveur du climat de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), Taïwan a pris l'initiative de dévoiler sa contribution décidée au niveau national (Intended Nationally Determined Contribution INDC) conformément à sa loi fondamentale sur la protection de l'environnement et sa loi sur la gestion et la réduction des gaz à effet de serre. L'objectif de Taïwan est de parvenir en 2030 à une réduction de 50% par rapport au niveau actuel, ce qui équivaut à une réduction des émissions de 20% par rapport au niveau de 2005. C'est un objectif intermédiaire par rapport au but final, qui est d'atteindre en 2050 la moitié du niveau qui était le leur en 2005.

Ce but est certes ambitieux, mais réalisable. Taïwan a déjà commencé à

prendre des mesures substantielles pour y parvenir: la promulgation de la loi sur la réduction des gaz à effet de serre, la loi sur l'administration de l'énergie, la loi sur le développement des énergies renouvelables, ainsi que différentes mesures, projets ou programmes conformément à ces lois. Ces mesures sont prises pour aider les acteurs économiques à réduire leurs émissions de CO₂, accélérer le développement des énergies renouvelables et promouvoir une croissance soutenable. Et pour maintenir la compétitivité nationale, le gouvernement souhaite également participer aux mécanismes du marché international du carbone.

Après des années d'efforts, les négociations sur le changement climatique sont arrivées à un point critique. Dans la perspective de la COP21 qui se tient à Paris jusqu'au 11 décembre, on attend un nouvel accord contraignant pour les parties signataires. En tant que partie de Gaïa, les mesures prises par Taïwan prouvent son engagement à remplir ses obligations comme tout membre responsable de la communauté internationale, ainsi que sa volonté d'être partie prenante aux accords sur le climat et de mettre en place un monde prospère et durable pour les générations futures. ■

KUO-YEN WEI
MINISTRE DE LA
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT,
TAÏWAN



RTSreligion, un win-win en péril

MICHEL KOCHER, JOURNALISTE ET THÉOLOGIEN,
DIRECTEUR DE MÉDIAS-PRO, PARTENAIRE PROTESTANT
DE RTSRELIGION (LULLY, VD)

Les médias doivent-ils imaginer un traitement particulier du domaine religieux? Du point de vue de l'information pas vraiment, les critères usuels devraient s'appliquer. Du point de vue de la culture, du débat et de la spiritualité la réponse est différente. C'est du moins la position que la RTS a assumée de façon continue depuis plus de septante-cinq ans. Elle s'est appuyée sur un partenariat avec les Églises protestantes (Médias-pro), puis catholiques (Cath-Info) pour offrir à ses publics des offices et, plus récemment, des magazines d'information, de culture et de débats, qui ont intégré la dimension interreligieuse et trouvé dans le label RTSreligion une identité fédérative.

Ce partenariat a tenu longtemps parce qu'il repose sur un win-win. Et ce pour deux raisons au moins. D'abord l'esprit du service public est porté par les uns et les autres. Les Eglises historiques ont vécu leur présence à la RTS comme elles la vivent dans les aumôneries de prison, d'hôpitaux ou à l'université. C'est-à-dire comme un service: celui de prisonniers et de malades ici, de connaissance et de critique là, d'analyse et d'écoute du religieux à la RTS.

L'autre raison de ce win-win est à chercher dans la gestion du domaine religieux, avec sa part d'émotion, de susceptibilité, de fronts culturels, de complexités spirituelles. Confier aux Eglises la ligne éditoriale des magazines religieux a permis d'être en phase avec ce domaine, tant pour le déminer que le sublimer. C'est tellement vrai que pour exercer au mieux son travail, la rédaction de RTSreligion est devenue totalement œcuménique, s'ouvrant aux protestants évangéliques et s'interrogeant récemment sur l'ouverture à des partenaires musulmans et juifs.

Sur quelles bases la RTS décide-t-elle aujourd'hui de changer de politique de programme? RTSreligion coûte 0,7% du budget de la RTS, à quoi les Eglises rajoutent des forces non négligeables. Serait-ce le fruit d'une concertation? Les chefs de chaînes radio et bien des chefs de programmes n'ont pas même été consultés! Y aurait-il de meilleurs modèles en Europe, sur lesquels s'aligner? Redonner à chaque religion une case pour qu'elle s'y présente? N'est-ce pas un ticket pour le communautarisme? Probablement l'abandon du win-win.

La réforme d'Alain Berset est à saluer!

JOSEPH ZOSSO (SCHMITTEN, FR)

Tous les médias ont commenté ces derniers temps l'utilisation et le retrait anticipé du capital du 2e pilier (LPP) avant la retraite. Monsieur le conseiller fédéral Alain Berset a pris position à ce sujet de manière claire et détaillée.

Le Conseil fédéral envisage de limiter l'emploi du 2e pilier et de ne plus autoriser le retrait de tout ou partie de son capital de prévoyance vieillesse. Comme jusqu'à présent une utilisation pour l'accès au logement devrait être maintenue, contrairement au retrait pour commencer une activité indépendante.

Et c'est bien ainsi, car il est prouvé que maintes entreprises se lançant dans l'indépendance sont vouées à l'échec. Ceci par manque de bases et préparations élémentaires comme: connaissances du marché, choix d'implantation, plans d'affaires réalistes, stratégies et objectifs de management efficaces, compétences de direction, flexibilité, innovation, persévérance et capacités de négociation.

Le risque de financement d'une nouvelle société avec le capital de la caisse de prévoyance est donc assez élevé. La conséquence est un besoin accru des prestations complémentaires au moment de la retraite. Ce n'est pas pour rien que les dépenses pour les prestations complémentaires ont doublé de l'année 2000 à 2014 de 2,3 mias à 4,7 mias.

Malgré le rôle important indéniable que jouent les nouvelles et existantes PME dans l'économie suisse, leur financement par les capitaux des caisses de prévoyance représente un risque non négligeable pour les personnes concernées et pour la communauté.

Entre autres aussi à cause de l'augmentation de l'espérance de vie. C'est pourquoi la réforme des prestations complémentaires prévue par le conseiller fédéral Alain Berset est à saluer.

Vos commentaires sont les bienvenus!

Adressez-les à lt_lecteurs@ringier.ch, par fax au 021 331 70 01, ou par courrier: Le Temps, Courrier des lecteurs, Pont Bessières 3, 1002 Lausanne.
Vos lettres ne doivent pas excéder 1500-1800 signes (espaces compris).
Vous pouvez aussi commenter les articles d'opinion sur www.letemps.ch et l'ensemble de nos articles sur notre page Facebook.



VOUS
ET NOUS

NOUVEAUX
ESSAIS

Témoignage
«Le Dernier des injustes» est le dernier livre de Claude Lanzmann. Il a son origine dans le film du même nom, qui est un témoignage sur la genèse de la solution finale. Benjamin Murelstein en est le personnage central, témoin capital qui deviendra le président du Conseil juif du ghetto de Theresienstadt (Gallimard).